

Opposition de gauche : une nouvelle étape ?

samedi 1er février 2014, par [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2014).

Dès l'arrivée au pouvoir de Hollande et de son gouvernement, le NPA a pris position pour la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement. Jean-Luc Mélenchon semble désormais appeler de ses vœux à cette « opposition de gauche ». Mais cette dernière doit être claire et cohérente.

Les nouvelles attaques contre l'ensemble du monde du travail annoncées via le « pacte de responsabilité » par le gouvernement Hollande-Ayrault et la présence une fois encore il y a quelques jours de la droite la plus extrême dans la rue renforcent plus que jamais la nécessité de le combattre et de lui opposer le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui, à gauche, refusent sa politique. Depuis mai 2012, le NPA défend la perspective de construction d'une opposition unitaire à la gauche de ce gouvernement, ce qui implique un large débat entre toutes les forces de la gauche non-gouvernementale.

Dans ce cadre, certaines questions et débats doivent être clairement posés sur la table. Comment suivre un PCF qui critique la politique du gouvernement mais s'allie au PS à Paris et dans plus de la moitié des grandes villes du pays dès le premier tour des municipales ? Comment suivre ce même parti quand, via André Chassaigne, chef de file des députés Front de gauche, il refuse de dire clairement s'il votera ou pas la confiance au gouvernement en juin prochain ?

Notre proposition n'a connu jusque-là que des fins de non-recevoir de l'ensemble des organisations politiques à la gauche du Parti socialiste (de Lutte ouvrière à toutes les composantes du Front de gauche)... Mais comme le dit le proverbe, « *il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis* ». La récente déclaration du bureau national du Parti de gauche titrée « Construire l'opposition de gauche », mais aussi toutes les paroles de Jean-Luc Mélenchon reprenant cette idée, sont un point positif, surtout quand on se rappelle que ce dernier a répondu pendant des mois à notre proposition en indiquant n'être « *ni dans la majorité ni dans l'opposition, mais dans l'autonomie conquérante* »...

Avant tout, résister, se mobiliser

Nous sommes prêts à avancer ensemble contre la politique d'austérité du gouvernement, en particulier par le développement de l'action et des luttes. C'est dans ce sens que nous devons encourager, aider ensemble à la convergence des luttes et de toutes les résistances. Nous ne pouvons laisser le pavé aux réacs et fachos de tout genre et dans ce sens, il faut travailler à la mise en place d'une manifestation nationale, contre les plans patronaux et la politique d'austérité du gouvernement, contre les licenciements, pour la défense de la Sécurité sociale.

Mais comment s'opposer au gouvernement et dénoncer il y a quelques semaines les révoltes populaires bretonnes ? Comment s'opposer au gouvernement et soutenir l'intervention militaire en Centrafrique au nom des intérêts de la France ? Comment s'opposer au gouvernement et nouer des alliances avec les responsables d'Europe Écologie les Verts dans plusieurs dizaines de villes, alors que ces responsables continuent à soutenir leur parti au gouvernement ?

Bref, il devient urgent de choisir entre la rupture pour imposer des mesures d'urgence ou la simple

mise en place d'une nouvelle majorité avec Europe Écologie les Verts et la gauche du Parti socialiste... Ces questions sont décisives à clarifier si l'on veut lutter efficacement contre la politique gouvernementale. Le NPA y est disponible. Qui d'autre ?

Sandra Demarcq

P.-S.

* Paru dans Hebdo L'Anticapitaliste - 227 (30/01/2014). <http://npa2009.org/>